

Lutte de classe

Chirac appelle la réaction à se mobiliser

L'année 2006 commence mal pour les travailleurs, notamment pour les 551 salariés de Fenwick travaillant à l'usine de Cenon, près de Châtelleraut dans la Vienne.

Depuis le 2 janvier, ils vont devoir travailler 3 heures de plus par semaine pour le même salaire, suite à un accord signé entre la direction et l'ensemble des syndicats, à l'exception de SUD, le 21 décembre dernier.

Le directeur de l'usine, M. Wilhelm, a repris les mêmes arguments qui avaient été développés auparavant chez Hewlett-Packard et Bosch, c'est-à-dire le chantage à la délocalisation en expliquant que "*Ne pas s'adapter, c'est mettre en péril la pérennité du site.*", ne cachant pas qu'un projet d'implantation en Pologne était à l'étude. Il a également indiqué qu'il s'agissait "*de retrouver de la compétitivité à Cenon*", ce que le groupe allemand Linde, auquel appartient Fenwick à chiffrer, en tablant sur une économie de 15 % sur ses charges salariales.

Par ailleurs, la direction affirme que "*le groupe a donné beaucoup de garanties*" aux salariés.

Question : que valent désormais les *engagements* pris par la direction d'une entreprise ?

Question incongrue penseront certains, pas tant que cela et en voilà la preuve :

Le 15 décembre 2005, nous apprenions que la direction de Bosch envisageait d'augmenter de nouveau la durée hebdomadaire du travail dans ses usines en France.

Souvenez-vous, il y a un an et demi, la direction de son usine de Vénissieux avait fait passer la durée du travail hebdomadaire de 35 à 36 heures avec l'aval de la CFDT et de la CGC, sous la menace d'une délocalisation en République tchèque. Et voilà qu'elle recommence son chantage, parce que "*Face au difficile contexte économique de ses marchés, une des principales priorités du groupe Bosch en France est le maintien de la compétitivité industrielle de ses différents sites*", s'orientant ouvertement vers la semaine de 40 heures.

La direction de Fenwick a utilisé la même méthode que celle employée 18 mois auparavant par celle de Bosch à Vénissieux : elle a demandé aux 551 employés du site de se prononcer individuellement sur les modifications envisagées de leurs conditions de travail sans leur laisser véritablement le choix, sachant que tous les syndicats à l'exception de SUD étaient prêts à signer.

Allons plus loin, et posons-nous une autre question : les directions de ces entreprises n'adoptent-elles pas la même méthode que le gouvernement qui bafoue depuis le 29 mai au soir les aspirations qui se sont exprimées lors du référendum ? Ainsi, les patrons ne sont-ils pas encouragés par le gouvernement à faire ce qu'ils veulent quand ils le veulent ?

Marx a écrit que "*derrière le droit au travail il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du travail salarié ainsi que du capital et de leurs rapports réciproques.*"

D'après les patrons de Bosch et Fenwick, le capital aurait le droit d'imposer toutes ses conditions sans exception, et les travailleurs n'auraient qu'à plier l'échine sous le joug de la volonté du capital de réaliser son profit à n'importe quel prix.

A partir de là, de quelle manière pourrait s'exprimer la volonté des travailleurs de résister, de refuser de plier plus longtemps sous le joug du capitalisme ? C'est la question que nous sommes nombreux à nous poser.

Tout d'abord, le comportement des dirigeants syndicaux n'est ni acceptable ni supportable, puisqu'ils trahissent ouvertement leur mandat, car sans entrer dans les détails, rappelons qu'il n'a jamais été donné pour mandat à un syndicat censé représenter les intérêts des travailleurs, qu'il soit d'origine ouvrière ou non, de négocier la baisse des salaires ou les conditions de licenciement.

De fait, la compromission des directions syndicales avec le patronat et le gouvernement a atteint un tel degré, qu'il n'est pas abusif de dire qu'il n'existe pratiquement plus aucun contre-pouvoir face au capital dans les entreprises.

Ensuite, face à l'intransigeance des patrons qui se comportent de plus en plus en maîtres absolus de droit divin, jouant cyniquement et impunément avec la vie des travailleurs comme avec des pions sur l'échiquier de l'économie capitaliste mondiale, force est de constater que les mots d'ordre traditionnels s'avèrent dorénavant impuissants à freiner leur appétit destructeur, encore moins à les arrêter.

Aucune mobilisation n'a réussi jusqu'à présent à empêcher la liquidation partielle ou totale d'une entreprise ou sa privatisation.

Bien entendu, chacun des conflits sociaux pose plus ou moins consciemment la question des rapports sociaux d'exploitation et remettent en cause la sacro-sainte propriété privée des moyens de production. Mais il ne suffit pas que nous en ayons conscience pour que la majorité des travailleurs posent cette question aussi clairement.

D'autre part, l'éparpillement des grèves et des mobilisations ne peut faire plier le patronat et le gouvernement, bien au contraire, elles sont presque à chaque fois synonymes d'échecs pour les travailleurs.

Dés lors, la question de la préparation de la grève générale et de son contrôle par les travailleurs eux-mêmes ne se pose-t-elle pas comme une nécessité absolue pour en finir avec ce gouvernement, pour la satisfaction de toutes nos revendications, pour en finir avec le régime capitaliste ?

Samedi, lors de ses vœux radiotélévisés adressés aux Français, Chirac a indiqué clairement qu'il allait intensifier ses attaques contre l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse en 2006, appelant le patronat et le camp de la réaction à se mobiliser et à mettre en veilleuse ses divisions.

De notre côté, l'heure n'est-elle pas au combat classe contre classe dans la tradition du mouvement ouvrier, dans la tradition de la lutte de classe, dans la tradition du marxisme pour en finir avec le capital ?

(source Internet : K. Marx, *La lutte des classes en France*, *Le Monde*, AFP, Associated Press, Reuters)